



RÉSOLUTION DE LA CRISE EN RDC

Les Etats-Unis souhaitent l'implication de Denis Sassou N'Guesso

A la tête d'une délégation, Romy Jackson, membre de la chambre des représentants américains, a sollicité hier, au cours d'une audience avec le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, son implication dans la résolution de la crise qui prévaut à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

« Nous avons parlé essentiellement de la crise en RDC, parce que nous reconnaissons que le chef de l'Etat congolais, en tant que l'un des doyens des chefs d'Etat, connaît bien l'histoire de l'Afrique et qu'il entretient de bonnes relations au niveau du continent. Pour ce faire, nous avons insisté sur le rôle qu'il peut jouer en discutant avec les présidents Paul Kagame et Félix Tshisekedi, car il est impératif que ce conflit cesse et nous comptons sur son appui », a déclaré Romy Jackson au sortir de l'audience.

Page 16



Romy Jackson

CONGO-CUBA

Passer à une nouvelle étape de la coopération



Le Premier ministre congolais, Anatole Collinet Makosso, et son homologue cubain, Manuel Marrero Cruz, ont évoqué hier au cours d'un tête-à-

tête la nécessité pour les deux pays de relancer leur coopération, 60 ans après l'établissement des relations diplomatiques.

« Nous sommes venus de Cuba pour renforcer notre coopération dans plusieurs domaines, car nous avons beaucoup à nous offrir mutuellement et nous avons identifié ce que nous pouvons faire en matière de coopération, de santé, de la technologie, de la culture, du tourisme, du sport, de la défense et de l'énergie », a révélé le chef du gouvernement cubain.

Page 16

NIGER

Le pays se retire de l'Organisation internationale de la francophonie

Dans une correspondance officielle adressée le 17 mars aux chefs des missions diplomatiques en poste dans leur pays, les autorités nigériennes ont annoncé, sans trop de précisions, le retrait du Niger de l'Organisation internationale de la francophonie.

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que par note n°003304/MAE/C/NE/

CAB/M en date du 7 mars 2025, le gouvernement nigérien a décidé souverainement du retrait du Niger de l'Organisation internationale de la francophonie », précise le courrier signé par Laouali Labo, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens de l'étranger.

Page 11

ENSEIGNEMENT

Un plan d'épargne éducation au profit des familles précaires

L'Archer, une structure privée propose un plan d'épargne éducation (PEE) conçu pour aider les familles en situation de précarité à contribuer aux différentes formations pédagogiques de leurs enfants.

« Aujourd'hui, le financement des études se fait par le biais des crédits. D'un côté, le PEE finance les études des jeunes et, de l'autre, sponsorise l'économie nationale. Ce produit financier innovant et inclusif, conçu pour répondre aux besoins spécifiques des familles et des étudiants de la région, offre une solution d'épargne consacrée aux frais éducatifs avec un seuil d'entrée abordable de 10 000 FCFA et une productivité sécurisée de 5% par an », a indiqué Yannick Maniongui, directeur commercial de l'Archer.

Page 3



Yannick Maniongui édifant la presse sur le PEE/Adiac

Éditorial

Ecouter les juniors

Page 2

ÉDITORIAL

Ecouter les juniors

Le Parlement des enfants a fait état de ses doléances dans un rapport transmis au gouvernement à l'issue de sa quatrième session ordinaire tenue récemment à Brazzaville. Les difficultés auxquelles les enfants congolais sont confrontés, notamment dans l'accès à l'éducation, à la santé, à l'état civil y sont consignées.

L'institution qui a vocation à promouvoir les droits et le bien-être des enfants a formulé les esquisses de solution aux problèmes sociaux identifiés en interpellant les pouvoirs publics, la société civile et tous les acteurs concernés afin qu'ils fournissent encore plus d'efforts en matière de protection de cette couche sociale.

Ce Parlement, placé sous la responsabilité du ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, a été mis en place pour permettre aux enfants de contribuer de façon directe à la résolution des problèmes qui les concernent ; mais aussi pour les familiariser à l'exercice de l'action parlementaire et de la démocratie participative.

Les parlementaires juniors attendent du gouvernement des réponses concrètes à leurs demandes pour que les enfants, en particulier issus des familles vulnérables, autochtones ou vivant avec un handicap, où qu'ils se trouvent sur le territoire national, jouissent de leurs droits. Sans omettre le fait qu'ils ont aussi des devoirs vis-à-vis de la République.

Les Dépêches de Brazzaville

DIPLOMATIE

L'ambassadrice de Cuba au Congo prend officiellement ses fonctions

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu le 17 mars à Brazzaville les lettres de créance de la nouvelle ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Cuba au Congo, Indira Napoles Coello.



La poignée de main entre Denis Sassou N'Guesso et Indira Napoles Coello/DR

La nouvelle diplomate de Cuba au Congo s'est dite heureuse de prendre ses fonctions peu avant l'arrivée à Brazzaville du Premier ministre de son pays, Manuel Marrero Cruz.

Née le 4 novembre 1982 à la Havane, Indira Napoles Coello est diplômée en droit. En 2009, elle est professeure assistante à l'université de la Havane. En 2011, elle est diplômée des services extérieurs de l'Institut supérieur des relations

internationales Raoul- Garcia. De 2011 à 2014, elle embrasse la carrière diplomatique en qualité d'attachée diplomatique à la direction Amérique latine et des Caraïbes au ministère des Affaires étrangères de Cuba.

De 2014 à 2017, elle est la troisième secrétaire à l'ambassade de Cuba en République de l'Equateur. De 2017 à 2022, elle est nommée premier secrétaire à la direction générale Amérique Latine et des

Caraïbes au ministère des Affaires étrangères de Cuba. De 2022 à 2024, elle est conseillère chargée des Affaires consulaires à l'ambassade de Cuba, en République fédérative du Brésil.

La diplomate cubaine a participé à plusieurs séminaires et événements internationaux. Mariée et mère d'un enfant, Indira Napoles Coello est l'auteure de plusieurs publications dans des magazines et médias alternatifs.

Yvette Reine Boro

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

ENSEIGNEMENT

Un plan épargne éducation au bénéfice des jeunes

Le directeur commercial de l'Archer, Yannick Maniongui, a conféré, le 14 mars à Brazzaville, avec la presse nationale pour l'édifier sur le plan épargne éducation (PEE), chargé de venir en aide aux familles en situation de précarité et de participer à l'émancipation scolaire des enfants.

Le PEE est conçu pour offrir une extensibilité idéale aux familles, avec des versements adaptés à la situation financière de chacune d'elle. Grâce à son rendement attractif, ce plan permet à chacun de contribuer aux différentes formations pédagogiques des jeunes.

« Aujourd'hui, le financement des études se fait par le biais des crédits et parents. D'un côté, le PEE finance les études des jeunes et, de l'autre, sponsorise l'économie nationale. Ce produit financier innovant et inclusif, conçu pour répondre aux besoins spécifiques des familles et des étudiants de la région, offre une solution d'épargne consacrée aux frais éducatifs, avec un seuil d'entrée abordable de 10 000 FCFA et une productivité sécurisée de 5% par an. Un pays qui a une élite bien formée rayonne au niveau mondial », a expli-



Yannick Maniongui édifiant la presse sur le PEE/Adiac

qué Yannick Maniongui.

Conforme au quatrième objectif de développement durable, le PEE contribue à réduire les inégalités et à atteindre l'égalité entre les genres. Il permet également à des personnes, peu importe l'endroit où elles se trouvent dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), de renforcer la qualité, les capacités et l'efficacité éducative des jeunes.

Ce plan vise à révolutionner le système pédagogique en zone Cémac, en général, et au Congo, en particulier. Selon une étude, actuellement en zone Cémac plusieurs défis majeurs en matière de financement des études sont notifiés : un faible taux d'épargne éducative, des coûts élevés de l'éducation, et un accès limité aux crédits et financements dédiés. L'offre du PEE soutient le développement de l'éducation dans cette sous-région.

« En termes de statistiques jusqu'à aujourd'hui, on est à 400 millions d'actifs de gestion en 2022, en 2023 on est à un milliard cinq et fin 2024, on passe à près de quatre milliards de FCFA. Nous ne dormons pas sur nos lauriers car nous avons également un plan épargne retraite visant à sécuriser les personnes du troisième âge. C'est un système par capitalisation », a expliqué le directeur commercial de l'Archer.

Outre le PEE, l'Archer dispose également d'un système par capitalisation pour sécuriser les personnes du troisième âge. Signalons que la retraite par capitalisation englobe tous les dispositifs mis en place par votre entreprise ou par vous-même pour compléter votre future pension. Pendant qu'on est actif, l'on épargne donc en vue de sa propre retraite et non pour payer la pension des retraités.

Fortuné Ibara

VIE DES PARTIS

Les femmes du Pulp tiendront leur congrès en mai

Le Rassemblement des femmes du Parti pour l'unité, la liberté et le progrès (Pulp) organisera en mai prochain son congrès ordinaire. Le président national de cette formation politique, Jean-Didace Médard Moussodia, l'a annoncé le week-end dernier, lors de la célébration, en différé, de la Journée du 8 mars par les femmes de ce parti.

Des dizaines de femmes, membres de la fédération Pulp Brazzaville, ont célébré la fête du 8 mars en différé. A l'occasion, elles ont débattu avec le président national du parti des modalités de la tenue, en mai, du congrès du Rassemblement des femmes du Pulp.

« Nous avons réuni cet échantillon de femmes de Brazzaville pour discuter avec elles dans la perspective de la tenue, en mai prochain, du congrès des femmes du Pulp. Très bientôt, une délégation se rendra à l'intérieur du pays pour rencontrer les femmes afin de les mobiliser avant ces assises », a indiqué Jean-Didace Médard

Moussodia.

Au cours de ces assises qui se tiendront à Brazzaville, le Rassemblement des femmes du Pulp renouvellera ses instances dirigeantes en vue de consolider les acquis du parti. Il sera aussi question de redynamiser cette organisation des femmes, de manière à ce qu'elles soient prêtes à franchir la présidentielle de l'année prochaine ainsi que les élections législatives et locales de 2027 avec plus de sérénité, a-t-il précisé.

Le président du Pulp a, par ailleurs, inscrit cette démarche politique dans le cadre d'une nouvelle stratégie visant à préparer les femmes de son parti à mieux affronter les grands



Une vue des femmes du Pulp/Adiac

combats politiques. Il a fait savoir qu'actuellement le plus grand défi du parti porte sur la consolidation des acquis, la redynamisation de la base pour bien

préparer des victoires certaines.

Toutefois, Médard Moussodia a réaffirmé l'appartenance du Pulp à la majorité présidentielle au sein de

laquelle il doit militer pour garantir l'élection, l'année prochaine, du candidat qui sera désigné par consensus.

Firmin Oyé

SOLIDARITÉ

Yadira Morrero Cruz visite l'hospice des séniors de Mfilou

En séjour à Brazzaville, l'épouse du Premier ministre Cubain, Yadira Morrero Cruz, a visité le 18 mars la maison des séniors Kambissi de Mfilou, dans le septième arrondissement, ainsi que le Centre national de référence de la drépanocytose (CNRDr) Antoinette-Sassou-N'Guesso.

Dans sa série de visites, Yadira Morrero Cruz était accompagnée de sa consœur de Brazzaville, l'épouse du Premier ministre Anatole Collinet Makosso, de trois autres épouses des membres du gouvernement et d'une forte délégation de la Fondation Congo Assistance conduite par son secrétaire général, Michel Mongo.

Avant la visite guidée, Yadira Morrero Cruz a salué l'esprit d'abnégation, le courage et la générosité de la présidente de la Fondation Congo Assistance, Antoinette Sassou N'Guesso, dans la résolution de multiples problèmes des personnes vulnérables. De son côté, le secrétaire général de



Yadira Morrero Cruz échange avec un pensionnaire/Adiac

cette Fondation, Michel Mongo, a expliqué la manière dont cette organisation non gouvernementale

s'organise pour la prise en charge des pensionnaires. La Maison des personnes âgées de Mfilou est une

initiative de l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso. Inaugurée en 2015, elle a pour

but de promouvoir l'aide aux personnes âgées en leur offrant tout le confort nécessaire et un accompagnement adapté aux besoins attendus. Elle illustre pleinement les efforts déployés par sa présidente en réponse aux besoins des groupes vulnérables.

Pour immortaliser la visite, Yadira Morrero Cruz a offert des vivres et des produits de première nécessité aux personnes âgées. Après Mfilou, l'épouse du Premier ministre cubain a également visité le CNRDr Antoinette-Sassou-N'Guesso construit dans l'enceinte du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville.

Yvette Reine Boro

SALON OSIANE

Les organisateurs présentent les particularités de la 9^e édition

Les membres du comité d'organisation de la neuvième édition du salon international de la Tech et de l'innovation de l'Afrique centrale (Osiane) ont fait état des préparatifs de cet événement, le 18 mars, au ministre chargé de la Jeunesse et de la Formation qualifiante, Hugues Nguélonélé.

Selon la coordonnatrice de la neuvième édition, Splendide Gavet, l'échange avec Hugues Nguélonélé leur a permis de lui présenter les contours de cette édition ainsi que le contenu de la journée dédiée à la jeunesse durant ces assises. « Il était question d'utiliser ou de se servir de ces instants d'échange avec le ministre pour évoquer des questions qui permettront de moraliser la jeunesse durant le salon Osiane, puisque c'est une opportunité de réseautage et de création d'emplois, tout en donnant aux jeunes les moyens qui leur permettront de s'exprimer. La jeunesse représente plus de la moitié de notre population. Et avec les investisseurs, il y aura beaucoup d'opportunités pour les jeunes », a-t-elle indiqué avant de signaler avoir reçu des orientations de la part du ministre



Les deux parties lors de l'audience/Adiac

concernant le bon déroulement de ce salon international de la tech. Osiane 2025 se tiendra du 13 au 16 mai au Palais des congrès de Brazzaville sur le thème « Transformons nos défis en opportunités ». Considéré comme le plus grand événement du numérique en Afrique centrale, il se tient

chaque année depuis 2017. Cette neuvième édition dénommée « Bongwana » présente un planning d'activités riches et variées, notamment des tribunes, conférences, ateliers, sessions de formation, expositions, networking, des rencontres B2B ainsi qu'une compétition des porteurs de projets.

Rude Ngoma

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Madagascar sélectionné comme pays pilote

Madagascar figure parmi les trois pays africains sélectionnés comme modèles pilotes pour la promotion des énergies renouvelables et la transition énergétique sur le continent, selon un communiqué du ministère malgache de l'Énergie et des Hydrocarbures parvenu mardi à Xinhua.

Le pays, aux côtés du Botswana et de la Gambie, jouera un rôle clé dans la mise en œuvre du Programme de transition du secteur énergétique africain, initié par l'Union africaine en collaboration avec la Commission africaine de l'énergie.

Selon le ministère, cette initiative vise à accélérer l'adoption des énergies propres et à réduire la dépendance aux sources polluantes.

Dans ce cadre, Madagascar élaborera une feuille de route nationale détaillant les étapes et mesures nécessaires pour limiter l'utilisation des énergies fossiles et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La transition énergétique malgache repose sur une stratégie de «décarbonation profonde», avec un engagement fort en faveur des énergies renouvelables, précise le communiqué.

Par ailleurs, une réunion stratégique s'est tenue lundi entre le ministère, représenté par son secrétaire général Thierry Andriantsoa, et une délégation dirigée par François Ahoti, directeur régional de l'International Electrotechnical Commission pour l'Afrique.

Xinhua

CRISE AFRIQUE DU SUD / ETATS-UNIS

Pretoria juge regrettable l'expulsion de son ambassadeur de Washington

La présidence sud-africaine a jugé «regrettable» l'expulsion de son ambassadeur aux Etats-Unis, accusé par le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, de «haïr» le président Donald Trump et déclaré «persona non grata».

«La présidence a pris acte de l'expulsion regrettable de l'ambassadeur d'Afrique du Sud aux États-Unis d'Amérique, M. Ebrahim Rasool», indique un communiqué diffusé par Pretoria qui se dit «déterminée à construire une relation mutuellement bénéfique» avec Washington. Ebrahim Rasool «nourrit les tensions raciales, hait les États-Unis et hait le président» Donald Trump, a écrit Marco Rubio sur X. Il a ajouté que le diplomate sud-africain n'était «plus le bienvenu» à Washington et était dorénavant considéré comme «persona non grata». Ebrahim Rasool, ambassadeur sud-africain à Washington depuis janvier

dernier, avait déjà occupé ce poste dans le passé. Cette décision s'inscrit dans un contexte de durcissement des relations entre les États-Unis et l'Afrique du Sud. Depuis son retour à la Maison Blanche en janvier, Donald Trump a accusé Pretoria de traiter de façon «injuste» les descendants de colons européens, créant même une procédure d'asile aux États-Unis pour les «réfugiés afrikaners». En plus de couper toute aide à l'Afrique du Sud, il avait alors décidé que les États-Unis encourageraient «la réinstallation» de ceux-ci, «fuyant la discrimination raciale encouragée par le gouvernement», selon lui. Elon Musk, natif d'Afrique

du Sud et puissant allié de Trump II, a également accusé le gouvernement sud-africain de discrimination envers la population blanche. Un autre grand point de friction entre Pretoria et Washington est la plainte pour «génocide» déposée en 2023 par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de justice de La Haye. En février, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a déclaré vouloir aller aux États-Unis, reconnaissant que «tout a semblé dérailler» entre lui et Donald Trump depuis un premier appel entre les deux hommes au retour du président américain au pouvoir.

Noël Ndong

CANADA / ÉTATS-UNIS

Mark Carney affirme que son pays ne sera jamais le 51^e État américain

Le nouveau Premier ministre du Canada, Mark Carney, a affirmé, lors de son premier discours officiel, que son pays ne fera «jamais partie des Etats-Unis».

«Nous ne ferons jamais, jamais, de quelque manière que ce soit, partie des États-Unis», a déclaré Mark Carney, en réponse aux allusions répétées de Donald Trump sur la possibilité de faire du Canada le 51^e État américain. Mais il a dit respecter les États-Unis et chercher des moyens de «travailler avec» le président américain. Mark Carney a la lourde tâche de prendre les rênes d'un pays choqué et anxieux d'être devenu la cible privilégiée des attaques américaines. Tournant la page de la décennie Justin Trudeau, le Parti libéral au pouvoir mise sur l'expérience de banquier central de Mark Carney pour rassurer les Canadiens confrontés à une guerre douanière qui pourrait faire vaciller l'économie. Mark Carney, qui a fêté ses 60 ans le 16 mars, est un novice en politique, n'a jamais été député ou ministre. Les menaces posées par le

président républicain, Donald Trump, dominent la vie politique canadienne depuis des semaines et devraient rester le principal sujet de la campagne électorale à venir. Parlant d'un «moment crucial» pour le pays, Mark Carney avait prévenu, il y a quelques jours, «que les Américains ne s'y trompent pas. Dans le commerce comme au hockey, le Canada gagnera». Donald Trump, qui a lancé une guerre commerciale avec son voisin à coup de droits de douane, ne cesse de répéter que la «seule chose sensée» à faire pour le Canada serait de rejoindre les États-Unis d'Amérique. «Ce serait le pays le plus incroyable visuellement. Si vous regardez une carte, vous verrez qu'ils ont tracé une ligne artificielle entre le Canada et les États-Unis», a-t-il soutenu.

Protéger les Canadiens face aux sanctions commerciales

Mark Carney a prêté serment

en tant que 24^e Premier ministre du Canada devant la gouverneure générale Mary Simon. Il a expliqué que sa priorité serait «de protéger les Canadiens face à des sanctions commerciales étrangères injustifiées».

Cet économiste, qui a fait fortune en tant que banquier d'affaires chez Goldman Sachs avant de diriger la Banque du Canada, puis celle d'Angleterre, promet de s'appuyer sur son expérience des crises. En Europe, où il a prévu de se rendre dans les prochains jours, plusieurs responsables l'ont félicité: Olaf Scholz soulignant «la valeur» de la relation entre les deux pays face aux «défis».

Tout comme la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui a vanté l'importance du lien Union européenne-Canada, «plus crucial que jamais».

N.Nd/

CÔTES AFRICAINES

Plus de six tonnes de cocaïne saisies par la Marine française

Un navire de la Marine nationale française a saisi plus de six tonnes de cocaïne à bord d'un bateau de pêche au large des côtes africaines, a annoncé la préfecture maritime de l'Atlantique dans un communiqué.

L'opération a eu lieu le 15 mars à bord d'un navire de pêche de 20 mètres, immatriculé au Guyana, dans le golfe de Guinée. Au total, 6 386 kg de cocaïne ont été saisis, d'une valeur marchande estimée à près de 371 millions d'euros. La drogue a ensuite été transbordée sur un bâtiment de la Marine française, en vue de sa destruction conformément à la décision du parquet de Brest. Sous l'autorité du préfet maritime de l'Atlantique et du procureur de la République de Brest, cette saisie a été réalisée à la demande de l'Office anti-stupéfiants.

Cette opération a été réalisée suite à des informations fournies par des partenaires du MAOC-N (structure internationale de collecte du renseignement maritime), de l'agence britannique de lutte contre la criminalité et de la DEA, l'agence fédérale américaine de lutte contre le narcotrafic. L'opération a impliqué une équipe de porte-hélicoptères de la Marine nationale, soutenue par deux hélicoptères Dauphin et Cougar ainsi qu'un drone. La Marine française déploie régulièrement un à deux navires, accompagnés d'un avion de patrouille maritime, dans le cadre de l'opération Corymbe, qui vise à sécuriser le golfe de Guinée. Ce «résultat exceptionnel» démontre «l'efficacité de l'action de l'État français en mer», dans la protection des frontières extérieures et la lutte contre la criminalité organisée, a souligné la préfecture maritime de l'Atlantique. Le Guyana a salué cette opération et a précisé avoir donné son autorisation aux autorités françaises pour monter à bord du navire, dans un communiqué publié dimanche. L'équipage du bateau, composé d'un Colombien, d'un Dominicain et de quatre ressortissants guyaniens, a été intercepté.

N.Nd/

BURKINA FASO

Plus de 300 otages libérés par l'armée dans l'ouest

Les Forces de défense et de sécurité burkinabè ont mené ces derniers jours une offensive à Solenzo, dans la région de la Boucle du Mouhoun (ouest), permettant la libération de 305 personnes des mains des terroristes, a rapporté samedi soir la Radiodiffusion télévision du Burkina (RTB, télévision nationale).

«Ces 305 personnes, principalement des membres de familles, vivaient sous le joug des terroristes dans une forêt de la Boucle du Mouhoun», a indiqué la RTB, soulignant que ces personnes étaient utilisées comme «boucliers humains» par les terroristes. Les ex-otages ont été conduits à Ouagadougou pour une assistance médicale et sociale, selon le porte-parole du gouvernement Pingdwendé Gilbert Ouédraogo, à la tête d'une délégation gouvernementale qui leur a rendu visite. «Le ministère de la Santé a déployé une équipe pluridisciplinaire, incluant des psychologues, pour assurer leur suivi. Il y a des cas de paludisme, de malnutrition et de choc psychologique. Tous ces cas sont actuellement pris en charge», a déclaré M. Ouédraogo.

Le gouvernement du Burkina Faso a invité, samedi dans un communiqué, les populations installées dans les forêts et les zones d'opération à se soustraire des bases de repli des terroristes et à les dénoncer.

Xinhua

SANTÉ

L'OMS appelle Washington à reconsidérer ses coupes budgétaires

Selon le directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, «bon nombre des progrès réalisés au cours des vingt dernières années dans le domaine du paludisme sont aujourd'hui menacés».

«L'effet des coupes budgétaires américaines est déjà visible et sera plus important», a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus qui a appelé Washington à reconsidérer sa décision. Car «l'impact des réductions de financement de l'Usaid et d'autres agences sera encore plus important», a-t-il ajouté. Concernant l'impact de ces réductions, le patron de l'OMS a indiqué que dans de nombreux pays, la perte du financement américain menace d'annuler les progrès réalisés dans la lutte contre les maladies, les taux de vaccination, la santé maternelle et infantile ainsi que la préparation aux situations d'urgence. «Bon nombre des progrès réalisés au cours des vingt dernières années dans le domaine du paludisme sont aujourd'hui menacés», a-t-il dit. Les Etats-Unis sont le plus grand donateur bilatéral dans la lutte contre le paludisme. «Si les perturbations se poursuivent, nous pourrions enregistrer 15 millions de cas supplémentaires de pa-

ludisme et 107 000 décès rien que cette année, ce qui réduirait à néant quinze années de progrès», a averti Tedros Adhanom Ghebreyesus. C'est également le cas du VIH. «Les interruptions des programmes de lutte contre le VIH pourraient réduire à néant 20 ans de progrès, entraînant plus de 10 millions de cas supplémentaires de VIH et 3 millions de décès liés au VIH, soit plus du triple du nombre de décès de l'année dernière», a-t-il souligné. Selon lui, 27 pays d'Afrique et d'Asie sont confrontés à des défaillances catastrophiques dans leur riposte à la tuberculose : pénurie de ressources humaines, perturbation du diagnostic et du traitement, effondrement des systèmes de données et de surveillance, détérioration du travail essentiel d'engagement communautaire. Le directeur de l'OMS a indiqué que les réductions soudaines du financement américain affectaient également les efforts déployés pour éradiquer la poliomyélite, surveiller l'émergence de ma-

ladies telles que la grippe aviaire et réagir aux épidémies et aux crises humanitaires. «Nous demandons aux États-Unis de reconsidérer leur soutien à la santé mondiale, qui non seulement sauve des vies dans le monde entier, mais rend aussi les États-Unis plus sûrs, en empêchant les épidémies de se propager à l'échelle internationale», a déclaré le patron de l'OMS. Et «Si les États-Unis décident de ne pas rétablir le financement direct des pays, nous leur demandons d'engager un dialogue avec les pays touchés afin que des plans puissent être élaborés pour passer de la dépendance à l'égard du financement américain à des solutions plus durables, sans perturbations qui coûtent des vies». Tedros Adhanom Ghebreyesus a ajouté que le financement américain soit rétabli ou non, d'autres États doivent prendre les devants et augmenter progressivement les dépenses nationales de santé, ce qui est «plus important que jamais».

Noël Ndong

BURUNDI

Introduction du vaccin contre le paludisme dans la vaccination de routine

Le Burundi franchit une étape historique dans la lutte contre le paludisme avec l'introduction du vaccin antipaludique dans son programme de vaccination de routine, grâce au partenariat entre le ministère de la Santé et ses partenaires, dont l'Unicef et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

La cérémonie officielle de lancement du vaccin s'est déroulée lundi dans le district sanitaire de Mpanda dans la province de Bubanza, sous le patronage de la Première dame du Burundi, Angeline Ndayishimiye.

«Aujourd'hui, nous célébrons le lancement officiel de la première phase de vaccination contre le paludisme chez les enfants de moins de cinq ans dans les 25 districts sanitaires du Burundi», a déclaré le représentant de l'OMS Burundi, Xavier Crespin. Selon lui, ce lancement constitue une avancée majeure et une étape historique dans la lutte contre le paludisme.

Le paludisme demeure un problème important de santé publique au Burundi, surtout pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, a souligné la ministre de la Santé publique, Dr Lydwine Baradahana. Et c'est pour cette raison que cette maladie endémique constitue l'une des principales priorités sanitaires nationales, a-t-elle poursuivi.

Quant à la Première dame du Burundi, Angeline Ndayishimiye, dans son discours, elle a salué l'étape franchie. Elle a ensuite appelé les Burundais, particulièrement ceux des districts concernés par cette première phase de vaccination, à y répondre massivement et s'assurer que chaque enfant reçoive le vaccin.

SAHARA OCCIDENTAL

De Mistura consulte en prévision d'une session à huis clos

L'envoyé personnel du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, a engagé des consultations en prévision d'une réunion, à huis clos, au Conseil de sécurité, relative à la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), la mi-avril prochain.

Le représentant du Front Polisario aux Nations unies et coordinateur avec la Minurso, Sidi Mohamed Omar, a indiqué que le Conseil de sécurité «tiendra une session de consultations à huis clos concernant la Minurso à la mi-avril prochain, en vertu de la résolution 2756 adoptée par le Conseil de sécurité, le 31 octobre 2024». Lors de la session, Staffan de Mistura présentera un rapport sur la situation et les perspectives du processus de paix au Sahara occidental, au moment où le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et chef de la Minurso, Alexander Ivanko, présentera un rapport sur le développement de la situation dans la zone couverte par le mandat de la mission de l'ONU.

Le diplomate sahraoui précise, par ailleurs, que Staffan de Mistura a rencontré la secrétaire d'Etat au

niveau du ministère des Affaires étrangères de Slovénie, membre non permanent du Conseil de sécurité. Il compte approfondir ses contacts avec les parties au conflit (le Front Polisario et l'occupant marocain) avant de présenter son rapport au Conseil de sécurité. D'un autre côté, la prochaine session de consultations au Conseil de sécurité sera une première opportunité pour la nouvelle administration américaine de faire part de sa position par rapport à tous les aspects liés au travail de la mission onusienne au Sahara occidental, les Etats-Unis étant le porte-plume du mandat de la Minurso et également membre du groupe des amis du Sahara occidental+ au niveau du Conseil de sécurité.

Pour l'ambassadeur Sidi Omar, le plan de paix adopté conjointement par l'ONU et l'Union africaine (UA)

en 1991, accepté par les deux parties et qui a été adopté unanimement par le Conseil de sécurité, reste «la solution la plus pratique et la plus réaliste ayant fait l'objet d'un consensus». Le Front Polisario, dans son communiqué, a réaffirmé la pleine coopération de la partie sahraouie avec l'ONU et l'UA afin de parvenir à une solution équitable et durable, en vertu de la Charte des Nations unies et des principes de l'UA. Le représentant du Front Polisario aux Nations unies a rappelé, enfin, l'engagement de la partie sahraouie en faveur d'une paix équitable et durable, insistant sur l'attachement du peuple sahraoui à son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination, mais aussi à son droit à la résistance par tous les moyens légaux, incluant la lutte armée, pour obtenir son indépendance.

N.Nd.

GUINÉE

Publication d'un rapport d'évaluation des partis politiques

Le ministère guinéen de l'Administration du territoire et de la Décentralisation a publié vendredi un rapport final sur les résultats des évaluations de l'an dernier concernant les formations politiques guinéennes.

D'après le rapport, 75 partis politiques sont autorisés à mener des activités sans entrave dans tout le pays, tandis que 28 ont été suspendus pour non-conformité avec les lois guinéennes. Le ministère a également décidé d'en dissoudre définitivement 27, au motif qu'ils ne respectent pas la législation en vigueur en Guinée.

De plus, quatre partis ont été placés sous observation pour une période de trois mois et 24 autres ont été autorisés à mener des activités sous réserve de l'organisation de leur congrès pour le renouvellement de leurs instances dirigeantes. «Nous félicitons les partis politiques qui ont obtenu des certificats et encourageons ceux placés sous observation à se conformer aux exigences légales dans le délai prescrit de trois mois, soit 90 jours», a déclaré Ibrahima Kalil Condé, ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation. Selon lui, ce n'est qu'après cette période d'observation que ces partis pourront rejoindre définitivement l'espace politique du pays.

Xinhua

DISTINCTION

Nathalie Aziza Munana décorée Grand cordon de la paix du Culpac

Le Conseil universel pour la paix des nations et des continents (Culpac) a honoré la ministre des Affaires sociales et Solidarité, Nathalie Aziza Munana, au titre de Grand cordon de la paix et servante de l'humanité.

Le Culpac a organisé le 15 mars à la « Cité de la paix » à Kinshasa la journée glorieuse de la paix dédiée à la ministre des Affaires sociales et Solidarité, honorée désormais comme Grand cordon de la paix et servante de l'humanité. Selon Daniel Santu Biko, directeur général du Culpac, la manifestation s'est inscrite dans la droite ligne du processus des résolutions de la conférence universelle de la paix organisée par le Culpac, le 5 et 6 septembre 2018, au Parlement européen à Bruxelles sur le thème « Qui menace la paix universelle ? »

Il a également parlé de la compassion envers les compatriotes victimes de la guerre dans l'Est du pays, tout en assurant à l'assistance que la paix reviendra dans cette partie meurtrie. Aussi a-t-il encouragé le peuple à bannir le tribalisme, à cultiver la paix et à promouvoir les droits humains. Rendant hommage à la ministre Nathalie Aziza Munana, il lui a remis les actes de la paix et la remise des emblèmes aura lieu à Bruxelles. « Je suis émue pour cet honneur et je ferai ma part dans la construction de la paix. Le Congo a besoin de paix et j'ai



La ministre Nathalie Aziza Munana posant avec les dirigeants du Culpac/DR

voulu être accompagnée par les hommes de Dieu qui ne passent que par les hommes pour agir », a de prime abord indiqué la récipiendaire. Nathalie Aziza Munana a ajouté : « La paix, c'est le quotidien de tout un chacun, la considération envers les frères et sœurs, les parents, la Bible dit : honore ton père et ta mère. La paix, c'est dans les petites choses au quotidien, quand

on dégage la paix, on bénit le prochain et l'on est soi-même béni ». Evoquant la guerre dans l'Est, la ministre des Affaires sociales et Solidarité a laissé entendre : « Dans l'Est, que Dieu leur donne la paix, qu'il essuie leurs larmes. Nous devons prier pour eux ». Enfin, elle s'est adressée aux responsables du Culpac présents à la cérémonie parmi lesquels le directeur du Culpac,

le conseiller diplomatique Patrice Salaga, la marraine de la paix Liliane Temuni. « Que Dieu vous bénisse d'avoir porté votre choix sur moi, et ça me motive de travailler encore plus ; pour moi, c'est un défi. On va travailler ensemble dans la sélection des personnes éprises de paix qui vont m'accompagner dans cette mission noble, car la tâche devient encore lourde »,

a-t-elle signifié.

L'émissaire de l'Union européenne, Louis Armand de Bejarry, a eu de mots élogieux à l'endroit de Nathalie Aziza Munana. « Elle est spéciale, différente des autres personnalités politiques du pays par son franc-parler, directe. Nous avons besoin de plus de gens comme elle pour changer les choses en RDC, en Afrique », a-t-il dit. Et il a abordé le contexte de guerre dans le pays : « La RDC et l'Europe sont en guerre. Nous avons oublié la guerre en Europe, et la RDC a beaucoup de choses à apprendre à l'Europe sur le contexte de guerre, comment sortir de la crise, relancer le développement post-conflit, sortir des enfants de la misère. Je salue l'engagement de la ministre au service de l'enfant, de la femme, elle a des relais, des hommes des paix, spirituels ».

A l'intention de Nathalie Aziza Munana, il a conclu : « La paix est difficile à faire et facile à perdre, vous avez un message à faire passer et des valeurs à transmettre dans les institutions européennes, témoigner en faveur de ces valeurs de paix qui est notre bien le plus précieux, à tous les pays dans le monde ».

Martin Enyimo

MPOX

Les PVV constituent une population cible vulnérable

Au cours de la récente réunion hebdomadaire sur la situation de la variole du singe ou Monkey Pox (Mpx) présidée par le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale, le Dr Samuel-Roger Kamba, en tant que coordonnateur de la réponse nationale à la Mpx, il a été démontré, en ce qui concerne la vaccination contre la Mpx, que les personnes vivant avec le VIH constituent une population cible vulnérable face à la Mpx.

Pour protéger cette catégorie de personnes contre cette épidémie, des stratégies de vaccination spécifiques ont été mises en place en raison de la transmission inter-humaine désormais observée, notamment à travers des rapports sexuels. Outre la vaccination des PVV contre la Mpx, les participants à la réunion se sont tout d'abord attardés sur le Pilier Communication Risque et engagement communautaire (CREC). Tous les participants ont identifié la communication de risque et l'engagement communautaire

comme un pilier essentiel dans la réponse à la Mpx. Le pilier CREC fait partie intégrante du système de gestion de l'incident, qui est placé sous la responsabilité du Centre des opérations d'urgence de santé publique (COUSP). Pour ce qui est des données épidémiologiques, la semaine

10 a montré une stagnation dans les notifications de cas de Mpx, avec un taux de létalité inférieur à 2%. Plus de 15 000 contacts ont été identifiés, mais le suivi demeure insuffisant, se chiffrant à seulement 30%. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer ce

suivi et accroître la capacité de test dans les laboratoires. Au cours de cette réunion, les participants ont aussi passé en revue les incidents tragiques survenus à Basankusu, où des décès dus à une intoxication présumée ont été signalés. Des enquêtes sont en cours, et des échantil-

lons ont été prélevés pour analyse toxicologique. La situation sanitaire liée à la guerre d'agression à l'Est du pays a été discutée, avec des rapports de blessés et de décès suite à des attaques. Il est crucial que l'accès humanitaire limité permette aux équipes de santé d'intervenir et de fournir des soins aux victimes. Dans l'ensemble, la réunion a permis de réaffirmer l'engagement continu des autorités et des partenaires à lutter contre la Mpx et à protéger la santé publique.

Blandine Lusimana

La situation sanitaire liée à la guerre d'agression à l'Est du pays a été discutée, avec des rapports de blessés et de décès suite à des attaques.

COLLÈGES NOTRE-DAME DU CONGO ET BOYOKANI

Les élèves sensibilisés à la lutte contre la corruption

C'est sur les bancs de l'école que les enfants doivent être initiés à la lutte contre la corruption et à l'amour patriotique. Sur cette base, l'Inspection générale des finances (IGF) a sensibilisé des élèves à lutter contre ce fléau.

LIGF poursuit la campagne de sensibilisation et de mobilisation de la jeunesse au patriotisme en luttant contre la corruption, une initiative conjointe avec le ministère de la Jeunesse et Eveil patriotique. La campagne a été lancée le 3 mars au Centre culturel et artistique pour l'Afrique centrale de Kinshasa, par la Première ministre, Judith Suminwa. Le 14 mars, l'inspecteur général des finances et chef des services, Jules Alingete Key, s'est entretenu avec un groupe d'élèves des collèges Notre-Dame du Congo et Boyokani, dans sa quête de former une nouvelle génération de citoyens respectueux des valeurs d'orthodoxie et de bonne gouvernance.

Au total, 120 élèves ont pris part à une séance pédagogique et participative d'immersion et d'initiation

à la lutte contre la corruption. Jules Alingete leur a présenté la mission de l'IGF dans la gestion des finances publiques, un service directement rattaché à la présidence de la République. « Nous devons vous sensibiliser à la lutte contre la corruption pour bâtir un Congo prospère et attractif... Tout commence par une prise de conscience », s'est-il adressé aux élèves.

Il a également répondu aux questions des élèves, avant d'annoncer que l'IGF va octroyer des fournitures scolaires à ces élèves, en soutien à la politique de la « Gratuité de l'enseignement de base » lancée par le président de la République, Félix Tshisekedi, en 2019, et portée à bras-le-corps par le ministère de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté dirigé par la ministre d'État Raïssa Malu.



Les élèves de Notre Dame du Congo et Boyokani/DR

Cette politique a facilité la scolarisation de plus de 4 millions d'enfants supplémentaires à travers le pays. LIGF va organiser des

conférences et autres activités de sensibilisation à la lutte contre la corruption et à l'amour de la patrie à l'attention de différentes

catégories des jeunes, dans les écoles et les universités à travers le pays au cours de cette année.

Martin Engimo

GRANDS TRAVAUX

Le bilan 2024 enfin disponible

Les chiffres officiels font état de la réhabilitation de près de 540 km de routes et la remise en état ou la construction de 76 km de voirie sur l'étendue du territoire national. En sa qualité de maître d'ouvrage délégué, l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT) pilote les différents projets. On estime qu'elle gère actuellement quelque dix contrats de concession de délégation de service public en mode partenariat public privé (PPP).

En dépit des difficultés à mobiliser les fonds nécessaires en faveur des infrastructures, l'ACGT affiche un bilan plutôt intéressant de son exercice en 2024. Selon les informations en notre possession, les chiffres proviennent directement des derniers travaux d'évaluation des concessions routières du pays, organisés du 3 au 11 mars. Cet exercice de routine, dirait-on, a permis tout de même de se faire une véritable idée plus claire sur les changements en cours dans les efforts de réhabilitation ou de construction des infrastructures à travers la République démocratique du Congo.

Effets bénéfiques des PPP

Pour les concessions en phase d'exploitation, la commission d'évaluation a enregistré une

hausse des recettes de l'ordre de 8 % entre 2023 et 2024. Dans cette catégorie, on retrouve, par exemple, des projets comme Lubumbashi-Likasi-Kolwezi, Kinshasa-Matadi et Lubumbashi-Kasumbalesa. Ces derniers sont le fruit de la stratégie gouvernementale de mobilisation de financement pour la construction des infrastructures routières. Parmi les sources de financement, on place en bonne place le PPP. En effet, grâce à ce mode de financement qui fait appel au secteur privé, d'autres projets sont en cours de réalisation, notamment Tshikapa-Kanjani-Kamako, Kalemie-Manono. Dans l'ensemble, les projets PPP représentent un portefeuille de plus de 2 milliards de dollars américains. Pour autant, les besoins en fi-

nancement d'infrastructures sont énormes, explique un expert. Les chiffres varient selon les institutions. Pour la Banque mondiale, ils s'établissent à 5 milliards de dollars américains par an. Selon le Foner, on estime le besoin en financement à 145 milliards de dollars américains. Dans son plan quinquennal, le gouvernement a prévu d'injecter environ 13 milliards de dollars américains pour construire ou réhabiliter 12 377 km de routes, l'université de Mbandaka, l'hôpital de Kikwit et le stade de Kananga. Il est difficile de passer sous silence le projet des Rocades de Kinshasa. Ces routes de contournement de la capitale, dans sa partie Sud-Ouest et Sud-Est, visent à lutter contre les embouteillages.

Laurent Essolomwa

RWANDA -BURUNDI

Des pourparlers pour apaiser les tensions

Les autorités rwandaises et burundaises sont en pourparlers afin d'apaiser les tensions entre les deux pays voisins, a déclaré vendredi aux médias locaux le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Olivier Nduhungirehe.

Les discussions visent à garantir que « la sécurité de nos deux pays est préservée », a indiqué M. Nduhungirehe. « Nous devons avoir un consensus sur la protection et la sécurité du Rwanda et du Burundi », a-t-il poursuivi. Il a rappelé que les autorités des deux pays s'étaient réunies à plusieurs reprises et avaient conclu un certain nombre d'accords sur la manière d'aller de l'avant, ajoutant que « nous devons attendre de voir comment les accords sont mis en œuvre sur le terrain ».

En janvier 2024, le Burundi a rompu ses relations et fermé sa frontière avec le Rwanda après avoir accusé Kigali de soutenir les rebelles burundais, le groupe armé RED-Tabara, basé en République démocratique du Congo. Le Rwanda a nié ces allégations. Le Burundi a également expulsé des citoyens rwandais de son territoire.

Xinhua

RDC

Le M23 annule sa participation aux pourparlers directs avec le gouvernement

La tenue des pourparlers avec la République démocratique du Congo (RDC), prévus mardi à Luanda, capitale angolaise, est «devenue impossible», a déclaré lundi le Mouvement du 23 mars (M23), via un communiqué.

«En conséquence, notre organisation ne peut plus poursuivre sa participation aux discussions», a déclaré la rébellion, à la veille d'une négociation directe avec le gouvernement de la RDC, prévue mardi à Luanda.

Cette négociation a été facilitée par le président angolais Joao Lourenco, acteur clé du Processus de Luanda, un mécanisme de paix soutenu par l'Union africaine (UA).

«Les sanctions successives imposées à nos membres, y compris celles adoptées à la veille des discussions de Luanda, compromettent gravement le dialogue direct et

empêchent toute avancée», a déclaré le M23, en faisant référence aux sanctions annoncées lundi par l'Union européenne (UE) à l'encontre de certains dirigeants du M23 et de commandants militaires rwandais, dont le leader politique du M23, Bertrand Bisimwa.

Tina Salama, porte-parole de la présidence de la RDC, a déclaré aux médias que la délégation de la RDC, qui devait partir pour Luanda tard lundi, ferait quand même le déplacement à Luanda malgré l'absence du M23.

La RDC accuse le Rwanda de soutenir le M23, tandis que le Rwanda affirme que l'ar-

mée congolaise s'est alliée au groupe rebelle rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), accusé d'avoir participé au génocide de 1994.

Le M23 avait précédemment appelé le président de la RDC, Félix Tshisekedi, à faire une déclaration publique sans équivoque s'engageant à des négociations directes.

Le gouvernement de la RDC a toujours considéré comme une ligne rouge de s'asseoir à la même table de négociations avec les rebelles, qui ont conquis de vastes portions de territoire dans les provinces orientales du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Dans ces provinces, l'Alliance

Fleuve Congo (AFC), un groupe politico-militaire allié au M23, a établi une administration provinciale parallèle.

«Jamais, tant que je serai président de la RDC, je n'aurai en face de moi la délégation du M23 ou de l'AFC pour négocier», avait déclaré M. Tshisekedi lors d'une interview en août 2024.

Le Rwanda a rompu lundi ses relations diplomatiques avec la Belgique et a ordonné à tous les diplomates belges de quitter le pays dans un délai de 48 heures. «La Belgique a constamment affaibli le Rwanda, à la fois avant et pendant le conflit en cours en République

démocratique du Congo, dans lequel la Belgique a historiquement joué un rôle profond et violent, en particulier en agissant à l'encontre du Rwanda», a déclaré le ministre rwandais des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les combats qui font rage sur plusieurs fronts en RDC, alimentés par l'offensive continue du M23, menacent de dégénérer en un conflit régional plus large. «Si cela continue ainsi, la guerre risque de se généraliser dans la région», a averti début février le président burundais Evariste Ndayishimiye.

Xinhua

RDC

Bruno Lemarquis présente les engagements du système des Nations unies

Dans un contexte de crise grave dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) et des tensions sous-régionales, les Nations unies réaffirment leur engagement aux côtés du gouvernement congolais pour faire face à de multiples défis. A l'occasion, le coordonnateur résident des Nations unies dans le pays a présenté les engagements pour l'année en cours, un tournant stratégique pour soutenir les priorités nationales.

Les événements actuels mettent en péril la trajectoire de développement de la RDC et affectent gravement la population des zones concernées. Les Nations unies sont préoccupées par la situation et, conformément au Cadre de coopération pour le développement durable, elles accompagnent la RDC dans la mise en œuvre de ses priorités de développement. Un partenariat qui vise à soutenir l'ambition du pays d'être un leader dans la lutte contre la crise climatique et de contribuer à la transition énergétique mondiale.

Un nouveau cycle de coopération

L'année 2025 marque un tournant clé dans la coopération entre les Nations unies et le gouvernement congolais. C'est le début d'un nouveau cycle de coopération (2025-2029), constituant une étape décisive vers l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030. Des leçons tirées du cycle précédent et d'une analyse de la situation actuelle du pays, les Nations unies veulent innover et mieux aligner leur soutien aux priorités nationales pour maximiser leur impact sur le développement du pays dans les années à venir. Le cadre de coopération constitue une feuille de route ambitieuse et



Bruno Lemarquis

co-construite avec le gouvernement et les partenaires pour soutenir la RDC dans la réalisation de son Programme national stratégique de développement. Il vise également à accélérer l'atteinte des ODD, notamment à travers quatre priorités stratégiques.

Les priorités stratégiques

Une croissance économique

inclusive, favorisant la création d'emplois et la génération de richesses ; une gouvernance efficace, visant à renforcer les institutions et l'État de droit ; un accès généralisé aux services sociaux de base, garantissant des conditions de vie dignes pour tous et une gestion durable des ressources naturelles, pour préserver l'environnement et prévenir les conflits. Bru-

no Lemarquis a souligné que ces priorités permettront également d'attaquer les causes sous-jacentes des conflits et des vulnérabilités persistantes, comme la fragilité institutionnelle, les tensions foncières, l'exploitation des ressources naturelles et les flux financiers.

Garantir la cohérence des actions des Nations unies

Afin de maximiser l'impact de leurs actions, les Nations unies mettront en œuvre plusieurs principes clés, notamment renforcer le dialogue politique et l'appui-conseil avec le gouvernement; favoriser l'approche « One UN » pour une réponse intégrée et cohérente aux priorités nationales et soutenir les efforts pour résoudre les causes sous-jacentes des conflits, souvent qualifiés de nœuds gordiens. Il s'agira également de promouvoir l'opérationnalisation du nexus développement/humanitaire/paix et de créer une convergence géographique à travers des programmes conjoints et multi-bailleurs ciblant les vulnérabilités de la population, la gestion des ressources naturelles et la paix. Pour garantir la cohérence des actions des Nations unies et renforcer leur partenariat avec les acteurs locaux, un mécanisme de coordination provinciale a été mis en place depuis 2024. Bruno Lemarquis a rappelé que le succès de ce cadre de coopération repose sur un engagement collectif. Le gouvernement, les partenaires nationaux et les acteurs internationaux doivent unir leurs efforts pour accélérer l'action, renforcer l'innovation et adapter les stratégies aux défis actuels de la RDC.

Noël Ndong



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



VOLLEYBALL

Renaissance et DGSP enchaînent dans le tournoi de mise en jambe

La deuxième journée du tournoi de mise en jambe organisé par la Ligue de Brazzaville de volleyball s'est disputée le 16 mars, au gymnase Henri-Elendé. La Renaissance et la formation de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) ont confirmé leur forme du moment dans la catégorie seniors hommes.

La Renaissance a pris le dessus sur Volleyball club espoir, trois sets à zéro. La DGSP, quant à elle, s'est imposée devant JCM sur un score de trois sets à un. Chez les dames, la DGSP a triomphé devant Interclub (3-0). Chez les juniors, la Renaissance a dominé Dragon (3-0).

Ce tournoi de mise en jambe se poursuivra le 22 mars par les matches opposant chez les juniors dames l'Interclub à la DGSP et DGSP - Dragon chez les messieurs. Chez les seniors dames, Interclub croisera Volleyball club espoir avant la DGSP-Renaissance chez les juniors messieurs.

Le 23 mars, la DGSP croisera l'Interclub en juniors dames tandis que le premier de la poule A jouera contre celui de la poule B chez les juniors messieurs. Chez les seniors dames, l'Interclub affrontera la DGSP avant que le premier du groupe B ne reçoive celui du groupe A chez les seniors messieurs.

James Golden Eloué



Une séquence du match Adiac

FOOTBALL

Wissa, Banza et Bakambu marquent en clubs avant de rejoindre les Léopards

Avant de rejoindre la sélection nationale pour la trêve internationale, les attaquants Yoane Wissa, Simon Banza et Cédric Bakambu ont brillé, ce week-end dernier, dans leurs clubs respectifs en Europe.

La République démocratique du Congo jouera le 21 mars contre le Soudan du Sud, et le 25 mars face à la Mauritanie. Trois buteurs des Léopards rejoindront l'équipe avec un moral de « tueurs ». En Premier league anglaise, Yoane Wissa a inscrit son 14e but de la saison, artisan de la victoire (2 buts à 1) de son club, Brentford, devant Bournemouth lors de la 29e journée. L'ancien buteur de Lorient, en France, est déjà au panthéon des Bees, premier joueur depuis la création du club à atteindre la barre de 40 buts en Premier League.

En D1 turque, Simon Banza a été buteur puis passeur décisif lors du succès de Trabzonspor face à Basaksehir en 26e journée. Son club l'a emporté par 3 buts à 0. L'ancien joueur de Lens (L1 France), passé par Famalicão et Braga au Portugal, totalise 17 buts en 26 matches de championnat (dont 25 comme titulaire). Il rejoint le podium



Bakambu

des buteurs à trois buts du leader Nigérien Victor Osimhen de Galatasaray.

Bakambu de retour...

Après des débuts compliqués avec Betis Séville, ponctués par une blessure qui l'a tenu longtemps à l'écart des terrains, Cédric Bakambu a retrouvé ses sensations de buteur. Auteur d'un doublé le 13 mars en Conférence League face à Vitoria Gui-

mares du Portugal, il s'est illustré le 16 mars en Liga. Entré sur l'aire de jeu à la 62e minute alors que le Betis était mené 0 à 2 par Leganes dès la première période, Bakambu a été à l'origine du premier but en provoquant un penalty transformé à la 64e minute par Isco, l'ancien du Real. Le Congolais a signé le deuxième but des siens à la 78e minute, ramenant les deux équipes à égalité, une remontada saluée par les supporters du Betis, avant le troisième but de Hernandez à la 82e minute dans l'Estadio Municipal de Butarque de Leganes en désarroi. Le Betis revient ainsi à cinq points de la première place qualificative en Ligue des champions.

Jouant à un meilleur niveau, Bakambu (9 buts toutes compétitions confondues en 35 apparitions avec Betis) sera à nouveau un fer de lance aiguisé pour le sélectionneur des Léopards, Sébastien Desabre, lors de cette trêve internationale, le 21 et le 25 mars.

Martin Engimo

OIF

Le Niger vient d'annoncer son retrait

Le gouvernement nigérien a décidé souverainement du retrait du Niger de l'Organisation internationale de la Francophonie, vient d'annoncer le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Laouali Labo, dans une lettre adressée aux ambassadeurs du pays.

Le Niger qui compte 13% de francophones avait été suspendu de l'organisation quelques mois après le coup d'Etat, qui avait renversé en juillet 2023 le président élu Mohamed Bazoum. L'OIF avait exigé un retour rapide à l'ordre constitutionnel et la libération de Mohamed Bazoum, séquestré avec son épouse dans le palais présidentiel.

En réponse, les autorités nigériennes avaient annoncé suspendre leur coopération avec l'OIF, présidée par la Rwandaise Louise Mushikiwabo.

«Le Burkina Faso a déjà annoncé une démarche similaire», a indiqué Oria K. Vande Weghe., porte-parole de l'OIF. Ce retrait, confirmé par d'autres sources, n'a pas été officiellement annoncé par les autorités burkinabè.

«Bien entendu, les gens s'attendent peut-être à ce que le Mali suive», pays allié du Burkina Faso et du Niger par la confédération de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), «mais pour l'instant, il n'y a pas eu de démarche du Mali», a encore-t-elle déclaré. «On espère que ce ne sera pas le cas».

Basée à Paris, l'OIF compte désormais 91 États et gouvernements avec pour mission de promouvoir la «langue française et la diversité culturelle et linguistique», «la paix, la démocratie et les droits de l'Homme», ou encore «d'appuyer l'éducation».

D'après AFP

PROCOB**PROCOB SA PROCÉDERA À UNE VENTE AUX ENCHÈRES DE DIVERS LOTS DE MATÉRIELS DE CHANTIER ET DE PIÈCES DÉTACHÉES ÉLECTRIQUES AINSI QUE DES MATÉRIELS D'OUTILLAGES.**

Il sera procédé à partir du vendredi 29 mars et samedi 30 mars 2025 à partir de 8h30 à la vente aux enchères de lots de matériels de chantier, d'outillage industriel et de pièces détachées pour électricité industrielle /

À TITRE D'EXEMPLE :

- * 1 engo, BOB CAT ;
- * 1 grue mobile LOCATYELI ;
- * 1 grue toure avec contre poids ;
- * 1 remorque benne 24m³
- * 1 mini bus essence marque Nissan ;
- * matériel électrique de chantier.

ADRESSE : Avenue de la Corniche. Quartier 22 MBAMA Bacongo (derrière la Case de Gaule).

Téléphone : 05 521 43 47 / 05 349 99 78 / 06 430 49 49

CONDITION DE VENTE

Les marchandises sont adjugées libres de tous droits et taxes au plus offrant et ne sont remises que contre paiement en espèces ou chèques certifié.

Les frais d'enregistrement ainsi que l'enlèvement des marchandises sont à la charge des adjudicataires.

Les marchandises sont à enlever dans les 48h qui suivent l'adjudication.

Les marchandises sont vendues dans l'état ou elles se trouvent sans garantie de la part de la société PROCOB SA, aucunes réclamations ne pouvant être admises.

La Direction Générale de PROCOB SA

**AVIS D'APPEL Réf : PNL/0001/2025 POUR LA PRODUCTION D'UN (1) SPOT RADIO TELEVISE**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle subvention GC7 (2024-2026) de lutte contre le Paludisme, la Tuberculose et le VIH-Sida, le Programme National de Lutte contre le Paludisme PNL en sigle, recherche une agence de communication / média / association / prestataire pouvant produire un (1) spot radio télévisé en 3 langues (kituba-lingala-français) et langage gestuel pour la promotion de la moustiquaire imprégnée d'insecticide à longue durée d'action (MILDA).

Le cahier de charge spécifique à la consultance est à retirer au plus tard le 1er avril à 12h00 à l'adresse suivante :

Bureau du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) sis dans l'enceinte du service d'hygiène et de la promotion (Avenue de la morgue de CHU).

Ou vous adresser à : givancymayenga22@gmail.com en copie mesminntololo@gmail.com ; elvynesiassia@gmail.com

La remise des dossiers physiques est fixée au mercredi 2 avril 2025 à 15h00.

Fait à Brazzaville le 17/03/2025

Le Directeur du Programme National de lutte contre le Paludisme.

UN ESPACE DE VENTE UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA LITTÉRATURE CLASSIQUE

AFRICAIN, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS



HORAIRE
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



INSTANCES SPORTIVES

Les femmes athlètes réclament plus de places

De nombreuses femmes sportives se sont illustrées dans diverses disciplines au Congo, contribuant à briser les stéréotypes et inspirant la jeune génération. Mais celles-ci font face à plusieurs obstacles, dont la sous-représentation dans les bureaux exécutifs des fédérations, le manque d'infrastructures adaptées pour l'entraînement et la compétition.

La question de l'égalité des genres dans les milieux sportifs a été au centre de la deuxième édition de « Femme au cœur du sport », organisée le 15 mars par la Fédération congolaise de lutttes associées (Fécola). L'événement a mobilisé des femmes athlètes et anciennes gloires de judo, karaté, athlétisme, lutte, handball... L'objectif de la rencontre, d'après le vice-président de la Fécola, Gakou Bekaye, a été d'encourager les femmes à s'engager dans le sport, d'éduquer le public sur les défis rencontrés par les athlètes dans le sport et sur l'importance de leur inclusion. Concernant l'inclusion au sein des fédérations, le ratio des femmes est faible. Seule la fédération congo-



La photo de famille des femmes athlètes/Adiac Liliane Loko, ancienne championne de judo. « Peu de femmes occupent des postes de responsabi-

laise de nzango est dirigée par une dame, sur la trentaine de fédérations que compte le pays. En dépit

des contraintes, le sport est un puissant vecteur d'émancipation et d'inclusion sociale, a souligné

té dans les fédérations sportives. En plus de cela, nous constatons que les infrastructures sportives sont moins adaptées aux besoins des femmes, la médiatisation du sport féminin est insuffisante, limitant la visibilité des performances féminines. Les soutiens financiers et les sponsors privilégient souvent le sport masculin... », a indiqué cette ancienne gloire du judo. Cette rencontre a également permis aux participantes de s'informer sur d'autres thématiques liées à la pratique du sport. Elles ont été sensibilisées à l'importance de la nutrition pour le sport féminin et le bien-être que procure le sport, notamment chez la femme.

Fiacre Kombo

EN VENTE

ÉMILE GANKAMA

À la vie bel hommage

Juste Désiré MONDELE

Vers l'effectivité de la décentralisation et du développement local en République du Congo

Discours et activités menées (2022-2023)

Préface de Florent TSIBA

ÉMILE GANKAMA

TRIBALISTE TOI-MÊME !

Le clivage Nord/Sud au Congo-Brazzaville

Idees reçues et manifestations. Parlons-en !

ESSAI

LLM Éditions

Armand Claude ABANDA

Fils de Prêlat

Roman

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA

L'art oratoire chez les Ambosé

Préface de Théophile OUBENGA

Hérissone Payima Lombobo

Les organisations internationales de l'Afrique centrale

Recueil de textes

Préface du Professeur Aïssouma SALL

Sarah, ma belle-cousine

Henri Djombo

L'improbable destin de Lundala

Esclavage et héroïsme sous la protection de Kimpa Vi

LEANDRE MODILO

ÉMILE GANKAMA

TRIBALISTE TOI-MÊME !

Le clivage Nord/Sud au Congo-Brazzaville

Idees reçues et manifestations. Parlons-en !

ESSAI

LLM Éditions

Guy MENGA

La marmite le Koka-Mbala

Grand prix du concours interafricain 1967

Théâtre

In Memoriam



19 MARS 2014 - 19 MARS 2025

Voici onze ans déjà que notre mère, tante, grand-mère et arrière grand-mère **EKONDZA Helene « mère EKO »** a été rappelé à Dieu.

En cette date de triste anniversaire, la famille OSSELE, invite tous ceux et celles qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire et informe les parents, amis et connaissances qu'une messe d'action de grâce sera dite du mercredi 19 au vendredi 21 mars 2025 à 06h30 en l'église Notre-Dame des Victoires (Sainte-Marie de Ouenzé)

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Ndoki Massengo Jean Alexandre-le-Grand.
Je désire être appelé désormais Ndoki Jean Alexandre-le-Grand.
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

↑

SAISISSEZ LE LIEN

OU




INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

Agence d'Information de l'Afrique Centrale, un acteur économique majeur à vos côtés.





LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO



ADIAC TV



LE COURRIER DE KINSHASA

CONTACTEZ NOUS

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

CONNECTEZ VOUS

www.adiac-congo.com
www.lesdepêchesdebrazzaville.fr
www.lecourrierdekinshasa.com
www.adiac.tv

RÉSEAUX SOCIAUX



TOURNOI DE FRATERNITÉ DE NZANGO

Une finale très attendue entre Bana-Fofo et le PAPN

Les deux finalistes du tournoi de fraternité organisé par le président de l'équipe de nzango Union sacrée de Pointe-Noire, Hervé Itoua, sous la supervision de la Ligue départementale, ont été connues le 16 mars à l'issue des demi-finales qui se sont jouées le 16 mars à l'esplanade du complexe sportif de Pointe-Noire. Bana-Fofo s'est qualifiée en battant les Vainqueurs, 42-33, tandis que le Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) s'est imposé face à Femmes capables sur un large score de 48 à 30.

La finale entre les deux équipes les plus titrées de la Ligue de Pointe-Noire, le 21 mars, s'annonce très rude au regard des confrontations de haut niveau qu'elles ont toujours présentées.

En première demi-finale dudit tournoi, Bana-Fofo a dominé les Vainqueurs de bout en bout. Déjà à la pause, Bana-Fofo menait par 21-17 avant de doubler la mise à la fin du match, 42-33.

Après la qualification de son équipe, Jean-Joseph Taty, secrétaire de Bana-Fofo, a félicité ces joueuses. « Je suis très content du dynamisme des filles. Nous poursuivrons cette détermination jusqu'en finale pour remporter cette première édition du tournoi de fraternité », a-t-il dit, saluant l'équipe adverse qui n'a pas démerité.

L'entraîneur des Vainqueurs, Dany, a reconnu la



Bana-Fofo/Adiac

défaite de son équipe mais entend gagner la petite finale face à Femmes capables. « Nous avons perdu notre qualification mais, nous allons encore donner le meilleur de nous-mêmes pour remporter la troisième place du tournoi », a-t-il assuré.

Notons que la deuxième demi-finale a souri aux dames du PAPN qui ont imposé une

douche froide aux Femmes capables, 48-30, après une première période dominée par les KO de PAPN, pour un score de 22-16 à la mi-temps.

La capitaine de PAPN, Rosiane Mpo, très enthousiaste à la fin de match, a indiqué: « Je suis très contente, l'équipe est joyeuse suite à notre victoire. Nous sommes prêtes



PAPN/Adiac

pour la finale contre Bana-Fofo. C'est un adversaire que nous maîtrisons bien, car sur l'ensemble de nos confrontations, nous avons souvent gagné. Je suis confiante que mon équipe va encore faire l'exploit face à Bana-Fofo. Pour ce faire, nous comptons sur notre technique de jeu».

Prenant la parole après leur défaite, Pricillia, la capi-

taine de Femme capables, a déclaré: « La défaite est consommée. Nous laissons ce match derrière nous pour nous concentrer à la petite finale qui va se jouer le 21 mars avant la finale. C'est l'un des objectifs que s'est fixée l'équipe, notamment de figurer sur l'un des podiums à défaut de la première et la deuxième place ».

Legnoki Charlem

MUSIQUE

Dj Antivirus en concert en mai au mess mixte de garnison

L'artiste Dj Antivirus va réaliser son comeback avec un concert exceptionnel prévu le 24 mai au mess mixte de garnison de Pointe-Noire.

Après un moment d'absence, DJ Antivirus sera bientôt de retour sur le devant de la scène musicale avec un projet qui ravira les fans de longue date et séduira de nouvelles générations. L'un des artistes les plus influents du coupé-décalé en République du Congo, il a su réinventer son art tout en restant fidèle

à ses racines.

Après avoir conquis les cœurs des fans avec des hymnes électro et exploré des territoires plus introspectifs dans ses projets, DJ Antivirus semble prêt à repartir à l'assaut des nouvelles scènes avec un nouveau projet.

Si les jeunes talents occupent au-

jourd'hui une place de choix dans l'industrie de la musique, les géants du passé ne comptent pas se faire oublier. Cette année, DJ Antivirus a décidé de revenir sur le devant de la scène, promettant aux fans des shows aussi audacieux qu'attendus. Son impact sur la musique du coupé décalé est indéniable, sa voix reconnaissable entre toutes n'a rien perdu de sa puissance, et ce retour pourrait bien confirmer que l'artiste est loin d'avoir épuisé son potentiel créatif.

En effet, ce concert sera un joli moment de retrouvailles qui visiblement ne sera pas le dernier. Le public va chanter à tue-tête des morceaux comme «Tia Fouen», «Obobo» ou encore «Ondama». Pour ce faire, Dj Antivirus a bien l'intention d'électriser ses fans et doit compter sur son dynamisme, son énergie et ses performances électrisantes.

Notons qu'avec un style propre à lui, DJ Antivirus ne cesse de repousser les limites et le triomphe confirme que le talent et la détermination peuvent ouvrir des portes jusque-là insoupçonnées, faisant de lui une source d'inspiration pour de nombreux jeunes artistes. Et pour ce concert, il promet du lourd,

Hugues Prosper Mabonzo

APPEL À ÉCRITURES DE COMÉDIE THÉÂTRALE

La Fondation Bajen lance le concours « Nouvel auteur »

Des auteurs de théâtre français ou francophones sont invités à participer à la 15^e édition du concours « Nouvel auteur » lancé par la Fondation J.M. Bajen.

Il n'y a pas de restrictions d'âge pour les participants. Seules des comédies en prose écrites en langue française sont acceptées. Les textes doivent être envoyés en format PDF par courriel à l'adresse : fondabajen@gmail.com avant le 30 avril 2025.

Chaque auteur ne peut présenter qu'une seule pièce, les textes déjà mis en scène ne sont pas pris en compte. Les comédies musicales ou versifiées, dramatiques ne sont pas acceptées, ses spectacles doivent avoir une durée entre 1h20 et 1h40, 40 pages au minimum, 70 pages au maximum. Police - Courier ou Courier New, taille 12, interligne simple, pages numérotées, sans illustrations. Les pièces à joindre : une biographie, copie de la pièce d'identité, les coordonnées et le résumé de l'œuvre en dix lignes maximum

Le concours permet de confronter les écritures et surtout donner l'occasion de mettre les œuvres en lumière. Celui-ci se déroule en deux tours : la première sélection, à l'issue de celle-ci, une dizaine de pièces de théâtre restent en compétition et la seconde, le dernier tour, consiste à récompenser un ou deux textes.

Un prix de 4000 euros sera accordé au lauréat en novembre 2025. Une lecture de l'œuvre primée sera effectuée au petit théâtre des variétés ainsi qu'un accompagnement du lauréat dans la recherche de production. Chaque année le comité de lecture récompense un ou deux lauréats.

Rosalie Tsiankolela Bindika



CRISE EN RDC

Les Etats-Unis sollicitent l'implication de Denis Sassou N'Guesso

A la tête d'une forte délégation, Romy Jackson, membre de la chambre des représentants américains, a sollicité, le 18 mars à Brazzaville au cours d'une audience avec le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, son implication dans la résolution de la crise qui prévaut à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

« Nous avons parlé essentiellement de la crise en RDC, parce que nous reconnaissons que le chef de l'Etat congolais, en tant que l'un des doyens des chefs d'Etat, connaît bien l'histoire de l'Afrique et qu'il entretient de bonnes relations au niveau du continent. Pour ce faire, nous avons donc insisté sur le rôle qu'il peut jouer en discutant avec les présidents Paul Kagame et Félix Tshisekedi, car il est impératif que ce conflit cesse et nous comptons sur son appui », a déclaré Romy Jackson au sortir de l'audience.

Le chef d'Etat congolais a pour sa part souligné l'implication de tous, y compris des Etats-Unis qui doivent

faire partie des discussions. Selon le député américain, la stabilité politique qu'affiche la République du Congo est un atout majeur pour les investissements américains en Afrique centrale. Outre la crise en RDC, Denis Sassou N'Guesso et son hôte ont également évoqué des opportunités économiques qu'offre le Congo pour les investissements des entreprises américaines au Congo. « J'ai dit au président que le Congo est un pays stable qui favorise des investissements. C'est donc un atout qui peut permettre une plus grande coopération entre les deux pays », a renchéri Romy Jackson.

La Rédaction



L'audience entre Denis Sassou N'Guesso et Romy Jackson/DR

CONGO-CUBA

Elargir la coopération dans plusieurs domaines

Arrivé à Brazzaville le 17 mars dans le cadre de la célébration des 60 ans d'établissement des relations diplomatiques entre le Congo et Cuba, le Premier ministre cubain, Manuel Marrero Cruz, qui a déposé une gerbe de fleurs sur la tombe de l'ancien président congolais, Marien Ngouabi, a souligné la nécessité d'élargir la coopération dans les domaines de la technologie, de la culture, du tourisme, du sport, de la défense et de l'énergie.

Le Congo et Cuba entretiennent des relations diplomatiques depuis 1964. Manuel Marrero Cruz a, en effet, eu un tête-à-tête avec son homologue congolais, Anatole Collinet Makosso, avant de se retrouver en séance de travail en présence de plusieurs membres du gouvernement. Il a salué l'excellence des relations entre les deux pays depuis les présidents Marien Ngouabi et Fidèle Castro qui ont, selon lui, encouragé depuis 1965 la coopération en matière de santé et dans d'autres domaines. « Plus de 50% des jeunes que Cuba a formés en matière de médecine ont été des Congolais, plus de 3 360 jeunes congolais ont étudié à Cuba. Donc, nous sommes venus vous remercier pour la coopération que nous entretenons dans divers domaines », a expliqué le Premier ministre cubain à la presse.

Il a rappelé que la République du Congo a été aux côtés de Cuba avec beaucoup de courage et de fermeté sur plusieurs fronts dont la lutte contre le blocus des Etats-Unis d'Amérique, l'indépendance de l'Angola et l'élimination de l'apartheid. « Nous avons eu des échanges fructueux avec notre homologue congolais,



Le Premier ministre cubain déposant une gerbe de fleurs sur la tombe de Marien Ngouabi/DR

nous n'avons pas seulement parlé du passé, mais aussi du présent et du futur. Nous pensons que nous pouvons passer à une autre étape de notre coopération en incluant, par exemple, des relations économiques, commerciales au même niveau que nos relations politiques. Nous avons beaucoup à nous offrir mutuellement et nous avons identifié avec les ministres des deux pays présents ce que nous pouvons faire en matière de coopération dans le domaine de la santé, de la technologie, de la culture, du tourisme, du sport, de la défense, de l'énergie... », a déclaré Manuel Marrero Cruz, espérant que les relations entre le Congo et Cuba continueront à s'élargir d'une fa-

çon beaucoup plus intense.

La 14^e commission mixte se tiendra sous peu

Sa visite en terre congolaise coïncidant avec la commémoration du 48^e anniversaire de la mort du président Marien Ngouabi, le 18 mars 1977, le Premier ministre cubain a déposé une gerbe de fleurs sur sa tombe au mausolée éponyme, en signe d'hommage à l'ancien président de la République du Congo. L'homme d'Etat cubain y a laissé quelques écrits dans le livre d'or, reconnaissant les efforts du troisième président congolais. « Pour moi, cela a été un moment très émouvant, très émotionnel, parce que la solidarité des relations entre nos deux

pays a été précisément battue par les présidents Marien Ngouabi et Fidèle Castro qui étaient devenus des amis très proches... Le président Marien a été celui qui a encouragé les échanges entre nos deux peuples, c'est pourquoi à Cuba nous l'aimons beaucoup. Nous sommes reconnaissants de ses contributions dans le renforcement des liens entre nos deux pays. C'est pourquoi nous lui avons rendu hommage et déposé cette gerbe de fleurs sur sa tombe », a conclu Manuel Marrero Cruz.

Se félicitant lui aussi de l'excellence des relations entre Cuba et le Congo, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a fait part à son homologue cubain de l'organisation imminente d'un colloque à Pointe-Noire sur la baie de Loango et sur la mémoire de la traite négrière et de l'esclavage. « Nous pensons que les frères cubains pourraient prendre une part active à ce colloque pour qu'ensemble nous puissions remémorer notre vie, notre histoire et nos origines parce que Cuba et le Congo sont deux pays, deux peuples mais un destin commun, une histoire commune, une mémoire et un avenir partagé. Toute cette his-

toire méritait d'être rappelée, célébrée de façon à consolider les liens aujourd'hui et pour le futur », a rappelé le chef du gouvernement, saluant la relation étroite qu'entretiennent le président Denis Sassou N'Guesso et son homologue Miguel Diaz Canel.

Il a, par ailleurs, souligné la nécessité de poursuivre la collaboration dans le cadre de l'intelligence artificielle, de l'innovation et de l'agriculture. Anatole Collinet Makosso a, enfin, annoncé la tenue sous peu de la 14^e session de la commission mixte de coopération entre les deux pays. En effet, la première commission mixte entre le Congo et Cuba s'est tenue en 1978 après les premiers accords de coopération signés en 1965. « Nous en avons eu treize commissions mixtes avant d'être ralenties à partir de 2008. Le Premier ministre a pensé avec moi qu'il faut que nous travaillions très vite pour que soit convoquée dans les meilleurs délais la 14^e session de la commission mixte de sorte que les ministres puissent se mettre au travail et produire d'autres accords de coopération dans des domaines que nous avons identifiés », a annoncé le Premier ministre congolais.

Parfait Wilfried Douniama